

Mouvements sociaux en ligne face aux mutations sociopolitiques et au processus de transition démocratique

Tunis les 12-13-14 avril 2012 avec le soutien du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI)

Sihem NAJAR est sociologue et chercheuse détachée de l'université Tunisienne. Elle conduit à l'IRMC un programme intitulé : « *Communication virtuelle par l'Internet et transformations des liens sociaux et des identités en Méditerranée* ».

Dans l'objectif de contribuer à la réflexion sur les questions prioritaires qui se posent aux différentes sociétés du bassin méditerranéen, l'IRMC s'est engagé, avec le soutien du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI, Ottawa), à initier un débat pluridisciplinaire sur le thème : « Mouvements sociaux en ligne face aux mutations sociopolitiques et au processus de transition démocratique ». Ce thème sera abordé dans une perspective comparative lors de la troisième réunion du programme de recherche de l'IRMC sur « La communication virtuelle par l'Internet et les transformations des liens sociaux et des identités en Méditerranée ».

La démarche qui sera adoptée dans le cadre de cette rencontre qui se tiendra à Tunis du 12 au 14 avril 2012 tend à privilégier une approche *transdisciplinaire*, en impliquant des chercheurs et des universitaires qui représentent les diverses disciplines des sciences humaines et sociales : sociologues, anthropologues, politologues, juristes, spécialistes dans le domaine des sciences de l'information et de la communication, etc. et *comparative*, en faisant participer des intervenants provenant de (ou travaillant sur des) pays qui passent par une phase de transition démocratique et de mutations sociopolitiques (la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, la Syrie, la Libye, le Chili, la Roumanie, le Yémen, etc.).

Les travaux de cette rencontre donneront lieu, d'une part, à la publication des communications qui seront présentées par les différents intervenants et, d'autre part, à la mise en place d'un réseau de chercheurs autour du thème relatif au rôle des mouvements sociaux en ligne dans le processus démocratique et les mutations sociopolitiques.

Argumentaire

Les transformations qui traversent actuellement, à des degrés divers, les sociétés maghrébines, arabes, méditerranéennes et autres, constituent sans conteste une bifurcation sociopolitique qui ne cesse de

susciter le débat à l'échelle locale, régionale et internationale. Objet d'intérêt, d'interrogation de polémique et de controverse, de tout ordre, cette bifurcation a été l'œuvre de plusieurs acteurs impliqués de manière directe ou indirecte, consciente ou inconsciente, apparente ou occulte dans le processus de transition politique proclamée « démocratique ». Parmi les protagonistes les plus influents de ce processus sociopolitique, les militants cyber activistes ont occupé le devant de la scène, imposant par leur perspicacité, détermination, engagement et conviction, une légitimité historique on ne peut plus indélébile.



Il n'est plus à prouver que les militants cyber activistes ont été à l'origine de l'émergence d'un mouvement social à l'œuvre sur la toile numérique qui a progressivement imposé une myriade d'espaces d'expression, de débats et de revendications, convergeant vers un espace public alternatif en rapport dialectique avec l'espace public matériel. C'est cette action communicationnelle (Jürgen Habermas) qui est à la base du mouvement social en ligne qu'il est impératif d'interroger en vue de décrypter les logiques différentielles imprégnant le déchaînement des potentialités citoyennes et politiques, jusque-là inertes, et la quête démocratique quelque peu indécise et fluctuante.

Axe 1- Routinisation des usages sociaux des TIC et socialisation politique et démocratique

Il est vrai que la fracture numérique et les inégalités en matière d'accès aux TIC en général et à l'Internet en particulier se manifestent au grand jour, mais il n'en demeure pas moins que l'on assiste à une routinisation des pratiques de l'Internet qui, en vertu des effets de sa propagation, ne manque pas de bouleverser la sphère publique. Même s'il est important de tenir compte des « ratés » de la révolution numérique qui sont privés de l'accès à

l'espace public alternatif, il ne va pas sans dire que les cyber activistes et les internautes engagés, ont ceci de particulier qu'ils représentent des « relais d'opinion » (Elihu Katz et Paul Lazarsfeld) très influents en matière de mobilisation sociale et politique. Le rôle de ces « nouveaux intercesseurs » (Fabien Granjon) est nettement plus efficace dans un contexte de transition démocratique. En combinant un engagement direct sur le terrain matériel de l'action et un engagement à distance, mené sur la toile numérique, les militants (dans le domaine politique, syndical, associatif, des droits de l'Homme, de l'égalité entre les sexes...) et les cyber activistes assurent une socialisation démocratique à grande échelle et instaurent une nouvelle donne sociopolitique.

Les mutations sociopolitiques dans des pays arabes comme la Tunisie, l'Égypte et la Libye... révèlent que la socialisation politique et démocratique mise en œuvre sur l'espace télématique n'est pas liée à la seule phase de transition. Il s'agit d'une action sociale qui plonge ses racines loin dans le temps en prenant des formes diverses selon les situations et le contexte dans lesquels elle s'inscrit. Cette socialisation est d'abord fondée sur une culture protestataire de revendication, hostile aux régimes totalitaires installés ; ensuite grâce à un travail de vulgarisation (des informations relatives à la démocratie, aux élections, aux partis politiques...) elle acquiert les contours d'une configuration pédagogique, qui finit par diffuser une culture de contrôle et de régulation de la scène politique, indispensable à l'action et à la mobilisation sociale.

Axe 2- Espace public « virtuel », exercice de la citoyenneté et enjeux éthiques dans un contexte de transition démocratique

Les mouvements sociaux en ligne, qui jouent un rôle crucial dans les bouleversements sociopolitiques actuels, prouvent que la toile numérique représente aujourd'hui un nouvel espace public. Ce cyber-espace contribue à la transmission des valeurs de la citoyenneté en tant que conditions fondamentales de la mise en application de la démocratie, fondée sur l'engagement des différents acteurs sociaux et sur leur aptitude à respecter les principes de l'égalité, et des libertés individuelles et collectives. Ce rôle initiatique et mobilisateur joué par des acteurs politiques différents (membres de partis politiques, membres d'associations, militants des droits de l'Homme, blogueurs, universitaires...)

sur la toile numérique consiste à inscrire les formes élémentaires de la citoyenneté dans le vécu quotidien des acteurs sociaux et dans leur environnement le plus immédiat. Cette vocation de mobilisation sociale et d'initiation civique que les acteurs politiques en question se sont attribuée est d'autant plus fondamentale que le processus de transition démocratique est conditionné par la disposition des acteurs sociaux à prendre conscience de leur citoyenneté moins en tant que statut qu'en tant que capacité (Catherine Neveu).

Axe 3- Mouvements sociaux en ligne, nouveaux acteurs politiques et légitimités antagoniques

Ce qui caractérise les mouvements sociaux en ligne c'est qu'ils sont fondés sur des actions sociales qui ne sont pas déconnectées de la réalité concrète de la contestation sociale et des différentes formes de militantisme à la base. Cependant, la particularité de l'Internet est d'offrir des possibilités de participation sociale et politique à des acteurs politiquement exclus et marginalisés et n'ayant aucune qualité « représentative ». Leur initiation est certes assurée par des « habitués » de l'Internet que sont les cyber militants et les « entrepreneurs politiques », mais aussi par leur volonté individuelle de se réserver une place sur un espace public et citoyen alternatif. La participation de ces nouveaux acteurs qui bénéficient d'une plus grande visibilité prend de plus en plus d'ampleur dans un contexte de transition démocratique caractérisé par la fragilité des institutions traditionnelles et la précarité des structures et des dispositifs politiques anciens.

Dans cette phase transitoire post révolutionnaire, où les règles du jeu et les légitimités des acteurs et des institutions sont négociables, les différents modes d'expression et d'engagement citoyens sur la plateforme numérique (en l'occurrence au travers des réseaux sociaux dont l'accès se généralise de manière accrue) ne vont pas sans affecter le paysage politique. Ils contribuent à restructurer les rapports entre citoyens, élites et État. Il suffit de mentionner, à titre d'exemple, la prolifération sur la plateforme *facebook* des



pages personnelles et/ou officielles de personnalités politiques et de ministères qui assurent la circulation des informations et la communication entre les citoyens et les leaders politiques ; la démythification des figures politiques à travers le dialogue assuré sur la toile numérique entre les citoyens et certains leaders politiques, est alors introduite dans le débat public avec des questions de société jusque-là inédites et marginalisées. Ces nouveaux protagonistes qui s'imposent sur la scène politique improvisent un nouveau mode de revendication et de critique sociale (journalisme citoyen, production de vidéos,

caricatures...) et poussent à des renouvellements de la gestion des affaires publiques et de la planification de l'avenir.

Sur un autre plan, il est important de souligner que le processus de transition démocratique donne lieu à une nouvelle configuration sociopolitique où des acteurs perdent de leur crédibilité et de leur légitimité (il s'agit en l'occurrence des figures et des partisans du système politique démolé) qu'ils continuent à revendiquer. D'autres acteurs émergent alors et proclament une nouvelle forme de légitimité qu'ils tendent à construire sur la base à la fois d'actions protestataires réussies et d'un projet politique et démocratique futur. Ainsi, la toile numérique assure, dans une large mesure, une meilleure visibilité des nouveaux acteurs impliqués dans le processus de transition démocratique, tels que : les cyber activistes (les blogueurs et les facebookers), les femmes qui investissent l'espace publique alternatif et qui proclament, en tant que citoyenne à part entière, leur droit à la participation politique, les rappers qui sont généralement négligés par les médias traditionnels et qui s'expriment de plus en plus à travers les réseaux sociaux, les jeunes naguère dépolitisés qui imposent un nouveau rapport au politique et de nouvelles formes de participation citoyenne, etc. Ces divers acteurs sont porteurs de logiques différentes, voire contradictoires, et transforment le paysage politique dans son ensemble (les rapports de force, les rôles et les statuts des acteurs, l'exercice de la citoyenneté, le langage politique et les modes d'expression...).

Sihem NAJAR

L ' I R M C

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une Unité mixte (USR 3077). Un conseil scientifique participe à l'orientation et à l'évaluation de ses activités. Un Comité mixte de suivi franco-tunisien des activités de l'IRMC se réunit chaque année.

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses champs disciplinaires sont : anthropologie, démographie, droit, économie, études urbaines, géographie, histoire, sciences politiques, sciences sociales appliquées aux lettres, à la philosophie et à la psychologie, sociologie.

Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale. Il organise des formations doctorales, des colloques, des séminaires internationaux et des conférences. Il accueille des chercheurs, des boursiers et des stagiaires maghrébins et français, en coopération avec les institutions des pays concernés.

Sa Bibliothèque est ouverte à un large public d'universitaires, doctorants, étudiants, boursiers et stagiaires étrangers. Elle permet la consultation sur place de livres et de revues spécialisées (plus de 29000 ouvrages et 2 300 titres de revues).

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de plus d'une cinquantaine de publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs (dont sa publication annuelle *Maghreb et sciences sociales*).

Chercheurs de l'IRMC

Équipe de recherche permanente : Myriam Achour, Chirine Ben Abdallah, Nadia Benalouache, Kmar Bendana, Hend Ben Othman, Irène Carpentier, Sylvie Daviet, Pierre-Noël Denieuil, Mohamed-Chérif Ferjani, Charlotte Jelidi, Sihem Najjar, Stéphanie Pouessel.

Chercheurs associés : Ophélie Arroues, Hassen Boubakri, Jean-Pierre Cassarino, Alia Gana, Abdelhamid Hénia, Nabiha Jerad, Mohamed Kerrou, Monia Lachheb, Houda Laroussi, Imed Melliti, Nadia Sahtout.

Docteurs ou boursiers en accueil : Maha Abdelhamid, Saïd Ghedir, Nadia Kerdoud, Djaouida Lassel, Zakia Setti.

Directeur : Pierre-Noël DENIEUIL.

Site internet de l'IRMC : <http://www.irmcmaghreb.org>.